ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1567 – 24 juillet 1998 – prix : 9F

LE SPORT À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ : C'EST LE RÈGNE DU FRIC!

p.3 et 11

La politique fiscale du gouvernement : Encore des cadeaux au patronat

p.2

M 6189 - 1567 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Le virus du fric est à éradiquer

5 – Pasqua démagogue
– Égalité hommes-femmes au travail
– L'avoir fiscal

9 – Les retraites
– La taxe professionnelle
– Crazy George's jette l'éponge

11 – Le sport prisonnier du capitalisme

Tribune

4 – Russie : la valse des milliards n'est pas perdue pour tout le monde

Dans le monde

6 – Russie : les funérailles de Nicolas II
– Grande-Bretagne : récession mais pas pour les profits

7 – États-Unis : l'usine modèle de GM vote la grève
– Hassan II et ses opposants

8 – Espagne : le journal basque «Egin» interdit
– Le Mondial de la Bourse
– Raz-de-marée en Papouasie

Dans les entreprises

10 – Renault contrôlé positif!
– À Flins

12 – **À la rencontre des militants de Lutte Ouvrière**

LA POLITIQUE FISCALE DU GOUVERNEMENT : ENCORE DES CADEAUX AU PATRONAT

Le gouvernement vient d'annoncer les grandes lignes de son budget pour l'année 1999. Même si ce budget est susceptible de modifications dans les semaines à venir, d'ores et déjà le message est clair : pas question de toucher aux profits du patronat. Voilà donc en préparation des cadeaux fiscaux pour les entreprises, et des miettes pour la population.

Qu'on en juge plutôt! Sur l'ISF, l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, par exemple, le gouvernement compte l'augmenter de 3 milliards de francs pour l'année à venir, une misère au regard des profits qu'engrangent les entreprises. Concernant toujours l'impôt sur la fortune, il n'est pas question non plus de toucher aux œuvres d'art qui restent exonérées. Pas question non plus d'inclure l'outil de travail dans le calcul de l'ISF. Une petite nouveauté cependant : les 800 plus gros patrimoines dépassant 100 millions de francs se verront imposés de 1,8%.

Autre cadeau au patronat : l'abandon de la taxation des plus values boursières à court terme sous le prétexte qu'il ne faut pas effrayer la Bourse de Paris. Celle-ci bat plusieurs fois par semaine des records dits «historiques» mais rien ne justifie pour le gouvernement de toucher, ne serait-ce qu'un tout petit peu, les fabuleux profits qui y sont réalisés. Et puis, dernier cadeau et non des moindres, celui concernant la taxe professionnelle. Le gouvernement veut alléger cet impôt que paient les entreprises aux collectivités locales. Le coût de ce cadeau est estimé à 27 milliards répartis sur les cinq ans à venir et payés par l'État, par les contribuables donc, ce qui porterait à 65 milliards de francs par an l'ensemble des allégements dont bénéficie les patrons sur cette taxe.

Pour soi-disant faire bonne mesure et ne pas trop contrarier les autres composantes de sa majorité plurielle, notamment le Parti Communiste Français, le gouvernement a décidé de lâcher de toutes petites miettes, comme une faible réduction de cet avoir fiscal qui permet aux entreprises de diminuer leurs impôts, et pour les contribuables la baisse du taux de la TVA sur les abonnements d'EDF-GDF (et non sur la consommation!) qui passerait de 20,6 à 5,5%.

Une toute petite pincée pour les uns et une grosse pelletée pour les autres et voilà ce que certains appellent une politique fiscale de «gauche». S'il faut entendre par là que le budget 1999 permettra au patronat de mettre toujours plus d'argent «à gauche», alors oui! Mais pour le reste, rien dans ce budget en préparation n'est favorable à l'immense majorité de la population.

Mais que peut-on attendre des Jospin, Aubry et autre Strauss-Kahn? Rien! Ils restent dans la ligne de leur politique qui consiste à ne rien faire qui puisse ne serait-ce qu'égratigner le patronat.

Mais alors, doivent se demander bien des travailleurs et des militants du Parti Communiste, que fait donc le PC dans cette galère où les ministres communistes gouvernent à l'égal de leurs homologues socialistes, où les députés grognent de temps à autre sans jamais contrarier la politique gouvernementale et où les militants en sont réduits à tenter de justifier ce qui ne peut l'être?

Oh, certes le Parti Communiste, par la voix de Robert Hue, s'autorise quelques critiques à l'égard du gouvernement. Il s'est même indigné à propos de l'ISF que les plus grandes fortunes puissent y échapper et Hue a été voir Strauss-Kahn pour lui proposer de taxer les œuvres d'art et les plus-values financières à court terme. Or, avec l'annonce des grandes lignes du budget 1999, toutes les mesures proposées par Robert Hue, à part celles qui ne risquaient pas de toucher à la fortune des plus riches, ont tout simplement été abandonnées.

Le gouvernement Jospin administre une fois encore la démonstration du peu de cas qu'il fait de l'avis du Parti Communiste. Hue critique et Jospin répond «cause toujours»!

En fait, le Parti Communiste n'a d'autre choix que d'avaler des couleuvres. Et il continuera à en avaler tant qu'il estimera que «*les communistes dans le gouvernement sont utiles parce qu'ils sont un élément visant à tirer à gauche un gouvernement, quand d'autres peuvent tirer, parfois, vers un social-libéralisme*».

Il est pourtant vain de vouloir «tirer à gauche» un gouvernement dont la seule raison d'être est de mener une politique favorable aux riches et aux capitalistes. Autant demander du lait à un bouc.

Mais cela, Hue ne le sait-il pas?

R.C.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 8 651 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LE SPORT À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ : C'EST LE RÈGNE DU FRIC !

Le succès de la France a été l'occasion, pour les grands moyens d'information comme pour les hommes politiques de tous bords, de nous présenter le « Mondial » comme une grande fête de la fraternité et de l'intégration. Mais cette fête était à peine terminée que le Tour de France venait nous rappeler que derrière le spectacle sportif, quel qu'il soit, le fric est toujours présent.

Les fédérations sportives vendent à prix d'or les droits de retransmission des compétitions qu'elles organisent. Les chaînes de télé acceptent de verser des sommes folles, parce que ces retransmissions leur garantissent plus de téléspectateurs et, partant, plus de rentrées publicitaires. Les sponsors des équipes exigent plus en retour de leurs investissements. Ils veulent des victoires à n'importe quel prix, fût-ce à celui de la santé, voire de la vie, des champions qui font le spectacle. Tout le monde sait que le grand vainqueur du « Mondial » a été Adidas aux dépens de Nike. Et que si Festina s'est fait prendre la main dans le sac de produits dopants, ce n'est certainement pas la seule équipe qui a recours à ce genre de méthodes.

Là-dedans, les champions ne sont que les victimes (consentantes) d'un système dont les plus performants tirent tout de même quelques substantiels avantages matériels, même s'ils ne sont rien par rapport aux fortunes que d'autres font sur leur dos. Mais il n'y a malheureusement pas que dans le sport que la course au profit fait des ravages.

Ce pays compte plus de trois millions de chômeurs, autant de chômeurs partiels ou de travailleurs réduits à des « petits boulots » et à l'insécurité, pendant que ceux qui ont eu la chance de garder un emploi connaissent bien souvent des conditions de travail de plus en plus difficiles, des horaires de travail déments, un niveau de vie qui ne cesse de reculer.

Pourquoi en est-on là, en cette fin de XX^{e} siècle ? Pourquoi, malgré des progrès techniques incessants, une augmentation considérable de la productivité du travail, le sort de la grande majorité des travailleurs ne cesse-t-il de se détériorer ? Sinon parce que la minorité de privilégiés qui possède les grands moyens de production, qui contrôle toute l'économie, fait passer avant tout ses intérêts égoïstes.

Quand ils pensent que c'est nécessaire pour augmenter leurs profits, ces gens-là n'hésitent pas à procéder à des licenciements massifs, à jeter des milliers de travailleurs à la rue sans se soucier de ce qu'ils pourront devenir, à réduire le niveau de vie des autres, sous prétexte d'être en meilleure condition pour gagner ce qu'ils appellent la « compétition économique ».

Par rapport à cela, jouer avec la santé ou la vie de quelques athlètes, ce n'est que de l'artisanat à côté de la grande industrie.

Et nous vivons pourtant dans un des pays qui comptent parmi les plus riches de la planète. Car à l'échelle mondiale, le bilan de ce système régi par la seule loi du profit individuel est encore plus catastrophique. Il condamne à la mort lente par la famine, ou par des maladies que l'on aurait bien souvent les moyens techniques de soigner, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans le Tiers Monde.

Alors le problème que pose ce système, ce n'est pas celui « d'assainir » le sport. C'est celui d'assainir la société, en construisant un monde où l'économie sera au service des intérêts de la collectivité humaine et non destinée à enrichir encore plus une petite minorité de privilégiés. Un monde où le sens de la solidarité, où le goût de l'effort collectif, ne trouveraient pas à s'employer que sur les stades ou les parcours cyclistes.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

RUSSIE : LA VALSE DES MILLIARDS N'EST PAS PERDUE POUR TOUT LE MONDE

Le FMI, la Banque Mondiale et le Japon ont accordé à la Russie la semaine dernière un nouveau prêt de 22,6 milliards de dollars. Même si le quart de cette somme était déjà prévu dans le cadre d'accords signés au cours des années précédentes, le montant est considérable. Au début de l'année 1996, le FMI avait déjà accordé un prêt de 10 milliards de dollars.

Les critiques n'ont pas manqué du côté des bailleurs de fonds, notamment américains. Le FMI ne disposerait en effet que de 31 milliards de dollars de réserves, après avoir « soutenu » la Corée, l'Indonésie, et maintenant la Russie. Dans ce pays, les principales mesures d'un « plan anti-crise » viennent d'être rejetées par la Douma (le parlement). Mais en refusant son soutien à la Russie, le FMI n'aurait fait qu'accélérer la faillite de l'État et sans doute provoqué le déclenchement d'un véritable krach financier

Les raisons d'une telle crise sont bien connues : les impôts ne rentrent pas et le problème ne fait que s'aggraver depuis une dizaine d'années, depuis que le processus de restauration du capitalisme a réellement commencé. Au point que depuis plusieurs années, le montant des recettes fiscales ne représente même pas la moitié des dépenses de l'État.

Pour financer les déficits publics, le gouvernement Gaïdar avait fait le choix en 1992 de laisser se propager une inflation record qui avait atteint jusqu'à 2000 % par an. Depuis 1994 les déficits ont été financés par l'emprunt, le gouvernement Tchernomyrdine ayant fait de la lutte contre l'inflation une priorité. Le résultat a été tout aussi catastrophique. En 1997, le quart des recettes a servi à payer simplement les intérêts de la dette. Cette proportion a dépassé le tiers depuis le début de cette année. Et à la fin de l'année 1998, ce sont aussi 30 milliards de dollars de prêts qui arrivent à échéance.

Les mesures prises par les différents gouvernements ont, il est vrai, largement profité à la bourgeoisie russe. Les banques privées, légalisées depuis 1990, se sont largement servi de l'inflation pour acheter à bas prix les entreprises privatisées par le biais de fonds d'investissement. Alors que des dizaines de millions de Russes ont été plumés. Après avoir spéculé sur le marché monétaire, elles se sont ensuite enrichies en spéculant sur les obligations d'État à court terme (les GKO). Des obligations qui rapportent ! Avec des taux d'intérêt réels (inflation déduite) qui ont dépassé les 50 % en moyenne au cours de l'année 1996. En faisant la grève de l'impôt, la bourgeoisie russe a donc été gagnante aux deux bouts de la chaîne. Elle ne paye rien et… elle en tire profit. Plus le mal s'aggrave, plus elle s'enrichit.

Loin de s'y opposer, l'État a confié la gestion des ressources budgétaires aux principales banques du pays. Celles-ci peuvent ainsi mesurer de très près l'ampleur des dégâts et continuer à s'enrichir en conséquence. Des banques qui ont aussi leurs représentants – quand ce ne sont pas directement leurs principaux actionnaires – installés au plus haut niveau de l'administration, voire au gouvernement ou au conseil présidentiel. Tout ce petit monde s'entend à merveille (quand il ne se déchire pas à pleines dents) pour s'arracher les meilleurs morceaux !

Il y a plus d'un siècle, Marx écrivait que l'État de la bourgeoisie n'était après tout qu'un syndicat destiné à veiller sur ses propres intérêts. L'État russe en est l'illustration jusqu'à la caricature. Parce que la bourgeoisie dans ce pays en est encore à procéder à une sorte « d'accumulation primitive », l'État qui est le sien joue pleinement son rôle en participant directement et à fonds perdus à ce processus.

Non sans risque. Depuis 1996 les obligations d'État à court terme peuvent être libellées en dollars et achetées par des capitalistes étrangers. En quelques mois Moscou est devenue une place financière « émergente » où le marché de la dette a naturellement occupé la première place. Le contrecoup de la crise asiatique ne s'est pas fait attendre : en novembre 1997 puis en mai 1998, il y a eu plusieurs alertes qui ont fait plonger la bourse de 50 %. Un scénario à la mexicaine est toujours possible : un retrait brutal des spéculateurs étrangers (capables de revenir très vite sur le marché car il y a toujours de bonnes affaires à faire…), une dévaluation tout aussi brutale de la monnaie locale, et c'est une dette libellée en dollars qui augmente d'autant.

Quant aux banques russes, elles sont elles-mêmes tellement engagées dans cette spéculation que bon nombre feraient à coup sûr faillite. *La Tribune* du 16 juillet dernier, citant l'économiste Jacques Sapir, semblait en tout cas le croire : « *Huit grandes banques russes ont des positions non couvertes de 50 à 60 milliards de dollars. Avec 20 % de dévaluation du rouble, elles sautent* ». Or ces banques sont les principales actionnaires des groupes industriels et financiers qui contrôlent déjà une part notable de l'économie russe. On comprend dans ces conditions que le FMI n'ait pas hésité à mettre la main à la poche, simplement pour soutenir le rouble et sans même avoir d'assurance que le système fiscal allait être réformé.

Un tel système peut-il tenir longtemps ? Nul ne le sait. Mais la crise actuelle jette une lumière crue sur le capitalisme réel qui se développe actuellement en Russie, pas très différent finalement de celui qui prospère en Asie ou en Amérique Latine. On retrouve la même soif d'enrichissement immédiat, le même parasitisme financier et la même instabilité.

, D.V.

Leur société

AFP

Paris vaut bien une messe et le perchoir de l'Assemblée un procès. Pour Fabius, cela devrait s'arranger.

LE VIRUS DU FRIC EST À ÉRADIQUER

Sur la sellette depuis 1992 pour leur responsabilité dans l'affaire du sang contaminé, trois anciens ministres socialistes, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, avaient été mis en examen en 1994 pour « complicité d'empoisonnement ». Quatre ans et quelques non-lieux plus tard, les voilà finalement renvoyés devant la Cour de justice de la République pour « homicides involontaires et atteintes involontaires à l'intégrité des personnes », délit passible de trois ans d'emprisonnement.

La « complicité d'empoisonnement » n'a pas été retenue, au motif qu'on ne pouvait accuser les ministres d'avoir eu l'« intention de tuer ».

En fin de compte, Fabius, Hervé et Dufoix ont décidé de ne pas se pourvoir en cassation ; le procès public aura donc lieu. Mais la colère s'exprime chez l'Association française des transfusés et le Collectif des victimes, selon lesquels « *pour protéger de puissants hommes politiques, le plus grand crime sanitaire du XX^e siècle est ravalé au rang de délit* ».

Lorsqu'éclata, en juin 1992, le scandale des hémophiles contaminés par le virus du SIDA lors de la transfusion d'un produit sanguin dérivé fourni par le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), 256 personnes avaient déjà trouvé la mort. Près de deux mille hémophiles et transfusés avaient finalement contracté le virus, avant que les produits incriminés soient abandonnés.

Tout cela pour de sordides histoires d'argent : le gouvernement dont Fabius était le Premier ministre aurait freiné l'utilisation du test de dépistage américain, déjà fonctionnel, pour permettre au laboratoire Pasteur de finir la mise au point de son propre test. On a donc continué à recueillir du sang sans dépistage. Ensuite il fallut écouler les stocks du CNTS, dont certains véhiculaient le virus mortel. Pourquoi ne pas les avoir détruits, quand, en 1985, la technique de chauffage mise au point dans les laboratoires de recherche rendit possible d'assurer l'innocuité des transfusions ? Pourquoi n'avoir pas systématiquement utilisé du sang chauffé, comme c'était le cas aux Etats-Unis ou en Belgique ?

Il y eut d'abord le silence des médecins, vraisemblablement avertis pour la plupart, mais qui – par inconscience, manque de détermination, crainte du scandale ? –, plutôt que de rendre l'affaire publique, se bornèrent à prendre la précaution de se procurer des produits chauffés pour « leurs » patients.

Il y eut aussi la volonté d'économies des responsables gouvernementaux qui refusèrent au départ le remboursement par la Sécurité sociale des produits chauffés, plus chers.

Il y eut le rôle du CNTS qui, parce que basé sur la gratuité des dons et en principe dépourvu de but lucratif, de ce fait avait la confiance des patients et des médecins ; mais qui depuis le début des années 1980 était pris dans le tourbillon de la rentabilisation entraînant déjà de nombreux services publics. Pas question donc qu'il soit en déficit. Le directeur du Centre, le docteur Michel Garretta, qui se vantait d'être un « entrepreneur » de la transfusion sanguine, fut évincé par le gouvernement quand le scandale éclata, avec comme lot de consolation une indemnité de trois millions de francs, puis inculpé. Son magot, l'accumulation de ses confortables salaires de PDG lui permirent de se mettre au vert après ses années de prison.

Il y eut des responsables administratifs et des ministres qui, par incompétence ou ignorance, couvrirent le procédé.

Bref, un ensemble en théorie au service de la santé publique, mais perverti par le système de la rentabilité financière, particulièrement odieux quand la vie humaine est en jeu. Et personne pour dénoncer cette monstrueuse politique. Les ministres en exercice à l'époque du scandale, qui se retrouvent aujourd'hui mis en examen, sont eux aussi impliqués dans cette politique-là. Tout comme les responsables des économies budgétaires au nom de l'équilibre de la Sécurité sociale, qui programment les fermetures d'hôpitaux, de services, la suppression de personnel, la diminution des remboursements.

C'est cette politique-là qui doit être mise en accusation, et, surtout, la société qui la génère.

Viviane LAFFONT

PASQUA : UNE DÉMAGOGIE CRAPULEUSE

La proposition de Pasqua de régulariser la totalité des sans-papiers qui en ont fait la demande en a fait bondir plus d'un, surtout quand on sait que nombre d'entre eux ont perdu leur titre de séjour, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur en 1993, du fait des fameuses lois Pasqua.

Ce dernier a fait de la lutte contre l'immigration, pendant des années, son cheval de bataille. Il n'a jamais hésité à surenchérir dans la démagogie anti-immigrés pour rogner des voix sur l'électorat de Le Pen. Alors cette soudaine magnanimité pourrait paraître étrange, si elle n'était en fait qu'un simple effet de manche politicien, destiné à attirer l'attention des électeurs sur sa personne.

Pasqua veut en effet faire la leçon au gouvernement de gauche qu'il accuse d'incohérence politique : puisque ce dernier a commencé à régulariser les sans-papiers, il serait mesquin de rejeter 70 000 dossiers, d'autant que le gouvernement n'aura pas les moyens de les expulser tous. En un mot, il accuse la gauche de manquer de courage politique. Mais, au-delà de la gauche, Pasqua vise aussi Chirac et sa place de leader de la droite. Sa déclaration fait en effet écho à celle du président qui avait affirmé la semaine dernière que la loi s'appliquerait pour les sans-papiers dont la demande avait été rejetée et qu'ils seraient donc tous expulsés prochainement.

Pasqua, qui n'en est pas à une perfidie près pour mettre Chirac en difficulté, a déclaré que De Gaulle, lui, aurait régularisé l'ensemble des sans-papiers. Cette guéguerre politicienne pourrait être risible, si dans le même temps les arrêtés de reconduite à la frontière ne continuaient de tomber, condamnant les sans-papiers au mieux à un retour à la clandestinité.

Tout au long du combat des sans-papiers, les politiciens de tous bords n'ont cessé de montrer leur mépris à l'égard des immigrés. La gauche a fait campagne en promettant la régularisation des sans-papiers, le retrait des lois Pasqua-Debré et, une fois au gouvernement, s'est reniée et a reculé devant la pression de la droite et de l'extrême droite.

Alors aujourd'hui un Pasqua peut se dédire et doubler le gouvernement sur sa gauche et ce uniquement pour faire parler de lui.

Mais finalement ce qu'il dit a trouvé un écho : selon un mini-sondage, 50 % des citoyens penseraient, comme lui, qu'il faut régulariser tous les sans-papiers qui en ont fait la demande. Comme quoi la démagogie d'un vieux renard de la réaction peut produire des effets non prévus !

Aline URBAIN

Égalité hommes-femmes au travail

POUR LE PIRE ET NON PAS LE MEILLEUR...

La Commission européenne de Bruxelles a sommé la France de mettre un terme à une discrimination dont les femmes sont victimes au travail : elles devraient avoir le droit, comme les hommes, de... travailler de nuit !

En 1997, déjà, la Cour européenne avait condamné l'État français pour « *violation du principe d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes* » et, en janvier 1998, la Commission européenne avait enjoint le gouvernement de « *rétablir ce principe d'égalité* ». Voilà qu'elle recommence, en prévenant qu'elle prendra des sanctions si n'est pas aboli l'article du Code du Travail qui interdit le travail féminin de nuit « *dans les usines, manufactures, mines et carrières, chantiers [...] ainsi que dans les offices publics et ministériels, les établissements des professions libérales, des sociétés civiles* ».

Bien sûr, cet article n'interdit pas grand-chose : des femmes travaillant de nuit dans des mines... en train de fermer, il n'y en a plus depuis près d'un siècle. Mais surtout, depuis plusieurs années, sans tambour ni trompette, l'État français a dénoncé la convention de l'Organisation Internationale du Travail de 1948 interdisant le travail féminin de nuit et, dans les faits, l'article correspondant du Code du Travail n'est plus appliqué.

Mais que les patrons en prennent à leur aise, qu'ils profitent de la crise pour imposer aux salariées des conditions de travail de plus en plus difficiles, y compris la nuit, il faut croire que ce n'est pas encore assez. Il faudrait faire tomber une barrière légale, qui n'empêche plus grand-chose, mais qui a le tort, malgré tout, d'exister encore.

Que va faire le gouvernement ? Laisser les choses en l'état, sachant qu'elles ne gênent pas vraiment le patronat ? Ou bien, parce qu'il n'a rien à lui refuser, s'abriter derrière « Bruxelles » pour revoir à la baisse le droit du travail et l'aligner sur une exploitation accrue ?

Le comble est que cette bande d'hypocrites au service du patronat invoque l'égalité entre les hommes et les femmes pour s'en prendre à ces dernières, du moins quand elles ont un emploi. Car, s'il s'agissait d'un quelconque souci égalitaire, il faudrait commencer par mettre un terme aux innombrables discriminations dont les femmes sont victimes au travail – ne serait-ce que le fait de toucher, à travail égal, des salaires inférieurs d'un quart en moyenne à leurs homologues masculins, ou encore de se retrouver bien plus souvent et plus longtemps au chômage que les hommes.

Au XIX^e^ siècle, les patrons exploitaient indifféremment hommes, femmes et enfants dans des conditions effroyables et il a fallu d'âpres luttes du mouvement ouvrier pour interdire le travail des femmes, celui des ouvrières dans les mines ou la nuit dans les usines, pour limiter aussi la durée du temps de travail pour toutes et tous. A l'aube du XXI^e^ siècle, que la législation du travail suive ou pas, sur ce plan comme sur bien d'autres, ce sont les conditions de travail et de vie de toutes et tous que le patronat attaque et grignote pas à pas. Pour mettre un point d'arrêt à cette régression généralisée, il n'y aura pas d'autre solution, pour les travailleuses et les travailleurs, que de se défendre, de se battre, tous ensemble, contre leurs exploiteurs patronaux.

Pierre LAFFITE

GARE AUX VAUTOURS

L'indice INSEE du coût de la construction, sur lequel sont indexés les loyers du secteur privé, a augmenté plus vite que l'inflation : 2,4 % contre 1 %.

Sauf en Ile-de-France, où un décret, reconduit d'année en année, modère le montant des loyers, ceux-ci devraient donc s'envoler. C'est plutôt une mauvaise nouvelle car la part des loyers dans les budgets familiaux est très importante.

Il paraît que cela traduit la « reprise » du secteur du bâtiment. Une « reprise » dont aucun travailleur, pas même ceux du bâtiment, n'a vu la couleur sur sa feuille de paye.

ON MANGE TROP

Comme tous les étés, la chasse aux produits alimentaires avariés est ouverte. Cette fois, ce sont les RG eux-mêmes qui sont intervenus contre une fabrique de produits alimentaires chinois, qui ne respectait pas la réglementation sur l'hygiène, ni l'interdiction de recongeler des produits décongelés.

Travail clandestin, cuisine clandestine, tout cela rapporte bien sûr aux commanditaires exploiteurs, qui eux se soucient de leurs profits et pas de la santé publique. Le fric décidément pourrit tout.

TOUCHEZ PAS AU GRISBI DES RICHES

L'avoir fiscal, instauré par Giscard en 1965, permet aux porteurs d'actions de déduire 50 % du montant de leurs dividendes de leurs impôts. 700 000 actionnaires se voient ainsi restituer une partie du montant de leurs impôts.

En théorie, il s'agissait d'éviter la double imposition des bénéfices des entreprises, une fois en tant que bénéfices, une fois en tant que dividendes. En pratique, des actionnaires non propriétaires d'entreprises en ont aussi profité.

Mais les patrons n'ont pas tardé à empocher une sorte de surprime avec les diminutions successives du taux d'imposition des sociétés, sans que le taux de l'avoir fiscal suive le même chemin. Les deux taux combinés, cela a même permis à de gros patrons de se faire rembourser le montant de cet impôt, pour un total de presque 8 milliards de francs.

Petite concession à une suggestion du PCF, Jospin envisage dans son projet de ramener le taux de l'avoir fiscal à 45 %. D'après les calculettes du ministère des Finances, cela représenterait un manque à gagner de seulement 1 milliard pour les heureux bénéficiaires de l'avoir fiscal. Mais évidemment, cela permettra au gouvernement d'avoir l'air de taxer les revenus financiers, tandis qu'il ménage le secteur productif.

Mais cette perte d'un milliard sera quasi indolore pour les patrons. En effet, à son arrivée Jospin avait décidé une majoration exceptionnelle de 15 % de l'impôt sur les sociétés. Elle doit être ramenée à 10 % en 1999 et annulée en l'an 2 000. Le milliard en moins viendra donc en déduction d'une baisse de 5 milliards de l'impôt sur les sociétés.

Quand on vous disait qu'on ne prête qu'aux riches...

J. F.

Russie

Les funérailles officielles de Nicolas II

UN ENTERREMENT DE PREMIÈRE CLASSE

Tout ce que la Russie compte de réactionnaires et de nostalgiques n'en finit plus d'enterrer ce qui pourrait rappeler la révolution russe de 1917 et l'État soviétique qui en est sorti. Vendredi 17 juillet, ce sont les restes supposés du tsar Nicolas II et de sa famille qu'on a fait enterrer dans l'église de la forteresse Pierre-et-Paul, l'équivalent russe de la Bastille, quatre-vingts ans après leur exécution.

Il est de bon ton aujourd'hui de pleurer sur le tsar et sa famille. Il est de mauvais goût de rappeler ce que fut le tsarisme, ce régime de dictature, de superstition, de corruption et de cruauté.

Rappelons quand même que, lorsque le tsar abdiqua puis fut destitué en 1917, il n'y avait personne dans les pays occidentaux pour le déplorer.

La suite tient aux circonstances et à l'extraordinaire dureté de la guerre que les armées blanches, soutenues par les « démocraties » occidentales, livrèrent contre le jeune État soviétique.

En fait, depuis sa destitution, l'ancien dictateur « autocrate » de la Russie ne jouait plus aucun rôle. Mais avec le début de la guerre civile, ce personnage falot, monarque héréditaire, pouvait représenter un drapeau et un point de ralliement pour les différents clans contre-révolutionnaires. Les plans et les complots pour le libérer se multipliaient et il fut transféré en mai 1918 à Iekaterinbourg, la capitale de l'Oural.

Lorsqu'en juillet la Légion Tchécoslovaque, une armée « blanche », composée d'anciens prisonniers de guerre libérés qui s'étaient retournés contre les Soviets, fut sur le point de prendre la ville, le soviet régional fit exécuter le tsar et sa famille et détruire leurs corps. La nouvelle fut relatée en ces termes, par Sverdlov (cité par Victor Serge dans *L'An I de la Révolution russe*), au Bureau de l'Exécutif panrusse des Soviets : « *J'apprends que Nicolas a été fusillé à Iekaterinbourg, sur l'ordre du soviet régional. Nicolas voulait fuir. Les Tchécoslovaques approchaient. Le Bureau approuve.* » Et le Bureau passa à l'ordre du jour.

Toute trace de la famille impériale fut si bien effacée que les « blancs », qui occupèrent la région, ne purent rien en retrouver, malgré leurs recherches. D'ailleurs l'Église orthodoxe, qui a refusé de participer à ces funérailles officielles, conteste l'authenticité des dépouilles. Quant à Eltsine, qui au cours de son ascension politique fut le chef de la région de l'Oural, il ordonna la destruction de la maison où le tsar résidait et fut exécuté.

Il n'y avait apparemment pas grand monde pour rendre hommage à Nicolas II. Il faut dire qu'en dehors des télévisions occidentales l'événement n'a pas suscité le moindre intérêt dans la population. Au point que, dit-on, Eltsine aurait lui-même longtemps hésité à s'y rendre. Sans doute la perspective de jouer les vedettes pour la presse des pays créditeurs de la Russie y est-elle pour quelque chose. Et puisqu'il y était, Eltsine a joué la musique qu'on attendait de lui, dénonçant « *le crime monstrueux* », « *une des pages les plus honteuses de notre histoire* », appelant à « *terminer ce siècle, qui a été pour la Russie celui du sang et de l'arbitraire, par le repentir et la réconciliation* ». Mais, à part Alexandre Lebed, les principaux politiciens russes étaient absents : pas de « réconciliation » pour ceux qui guignent le poste de l'actuel chef du Kremlin.

Vincent GELAS

Arc.

Nicolas II montrant une icône aux soldats, qui n'étaient pas les seuls qu'il aimait voir à genoux.

Grande-Bretagne

RÉCESSION POUR L'EMPLOI, MAIS PAS POUR LES PROFITS

C'est officiel, l'économie britannique est au bord de la récession. Aussi bien le gouvernement que les « experts » sont d'accord sur ce point, après deux trimestres consécutifs de baisse de la production industrielle. Tout au plus diffèrent-ils quant à l'estimation de la profondeur et de la brutalité probables du phénomène. Quant à sa cause, tous font porter le chapeau à la surévaluation de la monnaie britannique qui « paralyserait » les exportations. Soit, mais les mêmes oublient d'ajouter que cette surévaluation a aussi permis aux grandes entreprises de réduire le coût de leur endettement auprès des banques internationales tout en leur permettant de racheter des entreprises étrangères à bas prix. La cause de la présente récession est donc aussi en partie la source de l'enrichissement rapide de la bourgeoisie britannique.

Pour la fédération des patrons de la métallurgie, l'affaire ne fait pas de doute. Elle vient d'annoncer qu'il fallait s'attendre à ce que le nombre d'emplois dans les secteurs de production métallurgique baisse d'au moins 100 000 dans les 18 mois à venir. Encore s'agit-il là, a-t-elle ajouté, d'estimations optimistes qui supposent un « coup de pouce » fiscal supplémentaire de l'État. Les prévisions sont encore plus pessimistes dans le secteur des services (soit plus de 60 % des emplois). Personne n'en est encore à avancer de chiffres, mais la dégringolade de la consommation au cours des derniers mois ne laisse rien présager de bon.

Pourtant, depuis plus d'un an, tout ce que la France compte d'« experts » économiques et politiques donnaient en exemple la Grande-Bretagne de Blair. La flexibilité du travail, la faiblesse des impôts et charges sociales pour les entreprises, les privatisations et toutes les mesures d'austérité dans les dépenses publiques (et sociales en particulier) imposées par les conservateurs, et renforcées par Blair depuis son arrivée au pouvoir en 1997, étaient, nous disait-on, la clé de la prospérité économique. La preuve en était la croissance de l'économie britannique et son faible taux de chômage (selon les chiffres officiels, bien sûr).

Un exemple, parmi bien d'autres, illustre ce que valent de telles sornettes. British Steel, l'ancien trust sidérurgique d'État qui fut privatisé dans les années 1980, est devenu l'un des groupes les plus rentables du pays, produisant près de deux fois plus d'acier avec moitié moins de personnel. Arguant aujourd'hui d'une baisse de ses profits (de 4 à 3 milliards de francs), British Steel vient d'annoncer qu'il lui « fallait » supprimer 10 000 emplois.

Mais dans le même temps, le groupe envisage de racheter à l'État polonais son trust de l'acier pour 4,5 milliards de francs payés rubis sur l'ongle – somme considérable qu'il a accumulée au cours des années écoulées, grâce à l'explosion de ses profits, et qui suffirait très largement, non seulement à maintenir l'emploi dans ses usines britanniques, mais même à en créer de nouveaux. Notons d'ailleurs au passage que si elle se réalise, cette opération se traduira par 40 000 licenciements dans le groupe polonais !

Nul ne peut savoir aujourd'hui quelle gravité cette récession revêtira pour la classe ouvrière britannique. Mais elle montre une fois de plus ce que vaut la « théorie » selon laquelle la richesse des entreprises engendrerait la prospérité de la société, et en particulier celle des classes laborieuses.

François ROULEAU

Vivendi T'as pas

Vivendi, réincarnation d'une Compagnie Générale des Eaux que les « affaires » avait rendue sans doute trop nauséabonde pour le business, ne se borne pas à arroser les politiciens. En Angleterre, elle roule aussi les usagers… mais peut-être plus pour très longtemps.

Dans le dépeçage des chemins de fer britanniques de 1996, Vivendi avait en effet pris le contrôle de trois compagnies de trains sur la vingtaine formées à l'époque. En particulier, elle contrôle Connex, qui couvre le secteur banlieusard aisé du sud londonien. L'opération avait sans doute paru d'autant plus juteuse qu'elle n'engageait pas Vivendi à grand-chose, sinon à administrer au mieux de ses intérêts les milliards de subventions que l'État continuerait à lui verser chaque année et cela pendant la durée de sa franchise, c'est-à-dire sept ans.

Il n'a pas fallu longtemps

États-Unis

L'USINE MODÈLE DE GENERAL MOTORS VOTE À SON TOUR LA GRÈVE

La grève chez General Motors pourrait entrer dans une nouvelle phase, et se durcir. Dimanche 19 juillet, les travailleurs de l'usine Saturn de Spring Hill (Tennessee) ont voté à 96 % la grève.

Les 7 200 travailleurs de cette usine devraient donc rejoindre les 9 200 grévistes des deux usines de Flint, qui sont en grève respectivement depuis les 5 et 11 juin derniers, ce qui a entraîné le lock-out de 185 000 travailleurs de 26 usines de la GM. Leur effective entrée dans la lutte dépendra de l'issue des négociations en cours entre le Syndicat de l'Automobile (UAW) et la direction.

Si ceux de Saturn ont voté la grève, c'est là aussi pour protester contre une décision de la direction qui veut faire réaliser par des sous-traitants des pièces détachées, ce qui place les travailleurs de Saturn sous la même menace de licenciements que le reste du groupe qui envisage 50 000 licenciements. Ce vote est un revers pour la direction de GM. Depuis son ouverture en 1988, avec l'aide de l'Etat, Saturn est un peu la vitrine du groupe.

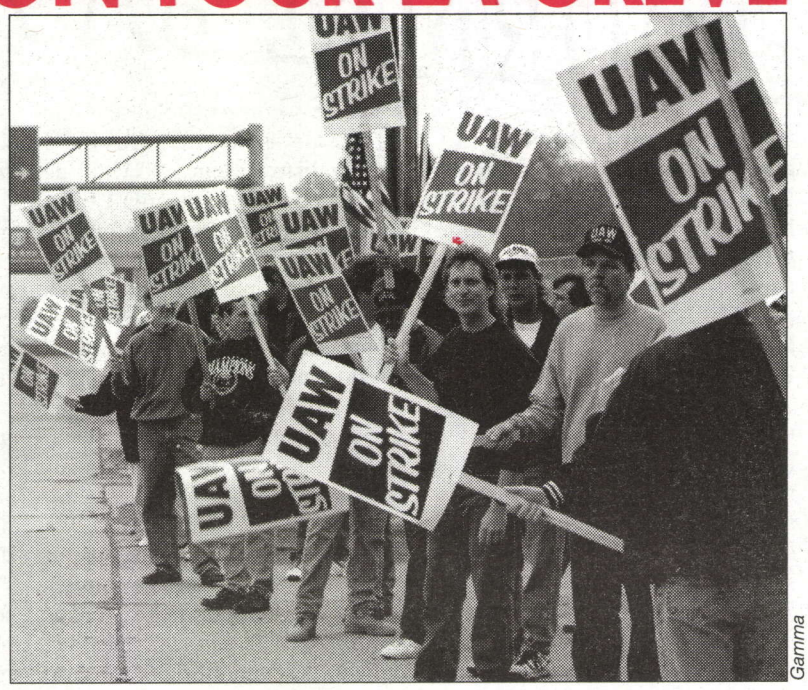
La direction la présentait comme un « modèle de relations sociales », fondé sur le travail en équipes avec une participation des travailleurs aux prises de décisions. Produisant elle-même ses propres pièces détachées, c'était l'une des trois usines qui pouvaient encore tourner. En échange des prétendues relations sociales différentes, les ouvriers GM de cette usine étaient payés 12 % moins cher que ceux des autres usines. En revanche, ils touchaient des primes sur le volume des ventes.

La crainte d'un durcissement du conflit a fait réagir le secrétaire au Travail, Alexis Herman, qui a proposé sa médiation entre la direction de GM et le syndicat UAW. Pas mal pour un pays où en théorie l'Etat n'intervient pas, sauf quand il s'agit, comme partout, de donner un coup de pouce… au patronat !

Outre que GM y perd quelque 480 millions de francs par jour, l'impact économique de cette grève commence à inquiéter les dirigeants américains. En effet, du fait du chômage technique chez GM, un certain nombre de ses fournisseurs, TRW (airbags), PPG Industries (peinture) et Excel (vitres), ont vu leurs résultats baisser. L'indice de la production industrielle qui avait progressé de 0,3 % en mai a chuté de 0,6 % en juin, le plus fort recul enregistré depuis cinq ans. Au total, la production automobile seule a reculé de 10,2 %. La Réserve fédérale de Philadelphie entrevoit déjà un ralentissement de la production. Le Canada et le Mexique devraient également être touchés.

Mercredi 22, une réunion est prévue entre la direction, le syndicat et un médiateur prétendument indépendant. GM maintient que la grève est illégale et violerait les accords signés avec l'UAW car elle ne porterait pas sur des questions locales, mais nationales. L'UAW défend bien sûr la thèse inverse. Mais légale ou pas, la grève est là. Et pour le moment elle paralyse bel et bien GM. Et s'il est si urgent que le travail reprenne, il y a une façon bien simple de l'obtenir, donner satisfaction aux grévistes.

Jacques FONTENOY



Gamma

… cent briques ?

pour que les services de Connex soient connus sous le sobriquet de « saunas sur rail ». Il y a un peu plus d'un an, Connex a décidé qu'il fallait en finir avec un prétendu « surplus » de conducteurs qui mordait décidément trop sur les profits. De départs « volontaires » en départs « incités », les conducteurs se sont raréfiés, et les annulations de trains se sont multipliées. Et c'est ainsi que l'on a assisté au spectacle plutôt incongru de hordes furieuses de cadres financiers en costume trois-pièces hurlant dans leurs téléphones portables tandis qu'ils se livraient à un « sit-in » dans une gare des banlieues résidentielles.

Hilarité mise à part, Connex est aussi l'une des rares compagnies qui continuent à infliger aux usagers des rames antédiluviennes équipées de portes ouvrant vers l'extérieur – cause d'une série impressionnante d'accidents cette année dus à la disparition des personnels de quai qui jadis veillaient au grain.

Qu'importe, voilà Connex qui se tourne vers le gouvernement en exigeant, pour « consentir » à la prolongation de sa franchise après 2003, une rallonge d'un milliard de francs (100 millions de livres) de subventions pour… rénover les rames meurtrières, alors même qu'elle annonce un coquet bénéfice pour ses deux premières années d'exercice. Blair et ses ministres ont beau être prêts à se mettre en quatre pour le patronat, ils ont eu un coup de sang. Les subventions au patronat existent en Grande-Bretagne comme en France, bien sûr (c'est d'ailleurs de ces subventions que vit Connex), mais il y a quand même des formes à observer, que diable !

Selon toute probabilité, Blair fera sans doute de Connex un exemple, en lui refusant le renouvellement de sa franchise. Mais qu'importe : Vivendi a encore bien d'autres subsides de l'État britannique à sa disposition, grâce à sa position dominante dans des domaines comme les soins médicaux privés, les services de voirie et, bien sûr, la distribution de l'eau.

F.R.

Maroc

LE DICTATEUR HASSAN II PRÉFÈRE LES OPPOSANTS EN PRISON… OU EN EXIL

Expulsé du Maroc en 1991, Abraham Serfaty, militant d'extrême gauche, vit, depuis, en exil en France. Sa requête pour retourner dans son pays vient d'être rejetée par la Cour suprême de Rabat, la plus haute instance juridique du pays. Celle-ci se déclare incompétente pour juger de sa nationalité marocaine… ou brésilienne !

Car voilà, le militant marocain Abraham Serfaty avait été expulsé de son pays, il y a sept ans, comme étranger indésirable… puisque citoyen brésilien ! Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Driss Basri (toujours en place d'ailleurs), avait pris le prétexte de la double nationalité de son père (marocaine et brésilienne) pour se débarrasser ainsi de ce prisonnier politique devenu par trop gênant.

L'affaire ne manque pas de sel lorsque l'on sait qu'Abraham Serfaty descend d'une famille juive marocaine installée au Maroc depuis le XV[e] siècle. Cet ancien membre du Parti Communiste fut l'un des premiers à lutter pour l'indépendance nationale. Critique, il se rapprocha, par la suite, de l'extrême gauche et fonda une organisation, Ilal Ammam (En Avant), dans les années soixante-dix. Arrêté, torturé, il fut jeté en prison pour atteinte à la sûreté de l'État en 1974 ; et parce qu'il réclamait l'autodétermination du peuple saharaoui, au Sahara Occidental, il fut condamné à la prison à vie. Libéré après dix-sept années d'emprisonnement, il fut aussitôt expulsé.

Aussi quand les juges de la Cour suprême de Rabat, aujourd'hui, se déclarent incompétents pour juger de la nationalité marocaine d'Abraham Serfaty (une nationalité qu'il revendique et qui lui permettrait de retourner dans son pays), ils font preuve d'une sacrée dose de cynisme et d'hypocrisie. Car en refusant de se prononcer, la justice royale avalise tout simplement l'arrêté d'expulsion du ministre de l'Intérieur et maintient ainsi l'opposant marocain en exil.

Loin de dénoncer ce qui apparaît comme un véritable déni de justice, le tout nouveau Premier ministre socialiste, Abderrhamane Youssoufi, ancien secrétaire de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), « *refuse de réagir à la sauvette* » et souhaite « *d'abord lire le verdict de la Cour suprême avant de [se] prononcer* ». Comme si cela changeait grand-chose ! Ce socialiste modéré qui évoque souvent les droits de l'homme se fait, ici, tout simplement le complice de la dictature.

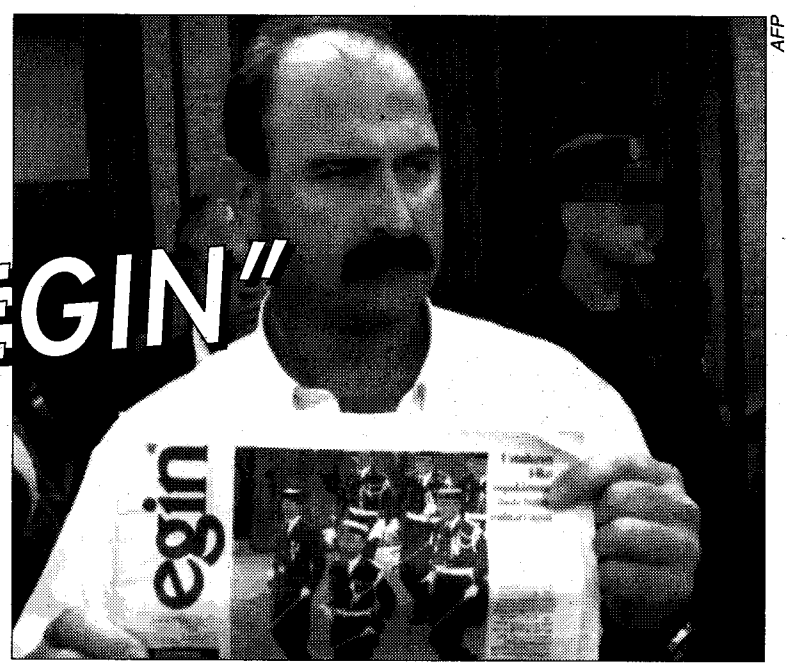
On voit là les limites de la toute récente alternance mise en place par le roi Hassan II. Le Premier ministre socialiste qui a accédé au pouvoir, depuis février dernier, grâce à la bénédiction de la monarchie, n'a aucune indépendance par rapport au pouvoir. Son rôle, strictement défini, consiste à faire patienter les masses qui vivent toujours sous le règne de l'arbitraire et dans la misère. Comme celles de Ben M'Sik, ce bidonville au cœur même de la capitale économique, Casablanca, où s'entassent des milliers d'habitants et dont une partie des taudis viennent tout juste d'être ravagés par un incendie.

Le gouvernement du Premier ministre socialiste n'a qu'un rôle de figurant. Car derrière cette alternance de façade, il y a la réalité du pouvoir qui appartient, hier comme aujourd'hui, aux mêmes hommes forts de la dictature : le ministre de la Justice et surtout l'inamovible ministre de l'Intérieur, Driss Basri, homme-lige du roi Hassan II, exécutant des basses œuvres du régime dictatorial depuis près de vingt ans.

René CYRILLE

Espagne

L'INTERDICTION DU JOURNAL BASQUE "EGIN"


AFP

Le mercredi 16 juillet, la justice a ordonné la fermeture *sine die* du journal basque *Egin*, et procédé à plusieurs arrestations de membres de Herri Batasuna (coalition de forces nationalistes radicales, bras politique de l'ETA).

La justification de cette fermeture, c'est que l'entreprise qui édite le journal serait impliquée dans le réseau économico-financier qui soutient l'ETA. Herri Batasuna a appelé à une manifestation, le samedi 18, qui a réuni près de 75 000 personnes, pour protester contre la fermeture du journal et les arrestations. Y était aussi présente de façon « officieuse » une partie de l'exécutif du Parti Nationaliste Basque (PNV) et de la Gauche Unie (Izquierda Unida, la coalition organisée autour du Parti Communiste Espagnol), ainsi que d'autres partis nationalistes basques qui n'avaient pas voulu signer l'appel.

En septembre, ce journal aurait eu 21 ans. Il avait un tirage de plus de 50 000 exemplaires. Né au début de ce que l'on a appelé la « transition démocratique », dans le feu des luttes qui ont suivi la mort de Franco, il a pu compter sur l'appui populaire des centaines de comités qui dans les quartiers et les villages soutenaient le journal. Dès ses débuts, il se situait dans le camp nationaliste le plus radical et avait pour objectif de défendre Euskadi, la patrie basque et toutes les traditions basques.

Pour la première fois, donc, le gouvernement a pris des mesures répressives contre l'expression politique d'une formation qu'il combat. Cette politique vise à faire taire Herri Batasuna et à isoler politiquement et matériellement l'ETA.

Mais, bien évidemment, la fermeture de *Egin* ne règle pas le problème basque, loin de là, et la riposte de l'ETA risque d'entraîner la population dans une spirale de violence.

Ces mesures ont pour toile de fond les élections régionales du 25 octobre, qui permettront de mesurer l'audience de chaque parti.

Depuis la mort de Franco, l'absence d'une politique ouvrière indépendante, de la part des partis de gauche, et le ralliement de l'extrême gauche aux positions nationalistes, ont fait passer problèmes sociaux et politiques des travailleurs et de la population basques derrière les revendications indépendantistes.

Les politiques nationalistes ne mènent qu'à une impasse et ne peuvent en fin de compte que servir la bourgeoisie et son appareil répressif. Les travailleurs ont besoin plus que jamais de définir leur propre politique, une politique de lutte contre le patronat et le gouvernement, qui s'oppose à la répression de l'État comme à la fermeture de *Egin*, et qui dépasse le nationalisme.

B.S.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

RAZ-DE-MARÉE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Un raz-de-marée a fait près de 8 000 morts sur la côte nord de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, non loin de la frontière de la partie indonésienne de l'île de Nouvelle-Guinée. Provoqué par un fort tremblement de terre sous-marin, il a complètement détruit six villages installés sur un cordon littoral, entre mer et lagune. Les blessés sont nombreux, ainsi que les réfugiés qui ont fui la région sinistrée.

Des secours ont commencé à être envoyés d'Australie et de Nouvelle-Zélande, mais ils ne peuvent venir que par avion, car aucune route ne relie cette région au reste du pays. La France, troisième puissance régionale, n'a encore rien fait, car envoyer 600 000 F c'est bien moins qu'une aumône.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, issue de colonies anglaises et allemandes, est indépendante depuis 1975. C'est un pays pauvre, un peu moins étendu que la France et peuplé de 4 à 5 millions d'habitants. Il comprend près de 600 îles, 1 000 ethnies, 867 langues. Le niveau de vie moyen est celui du Maroc (1 200 dollars de PNB par habitant).

La catastrophe naturelle vient s'ajouter à une situation déjà très précaire : une sécheresse a fait mourir de faim des centaines de personnes dans le pays. Bien sûr sécheresses, incendies et raz-de-marées touchent aussi des régions appartenant à des pays riches, les États-Unis par exemple, et ils y provoquent des dégâts importants. Mais c'est dans le déploiement des secours, leur rapidité, leurs possibilités matérielles et financières d'intervention que se manifeste la différence entre pays pauvres et pays riches.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la première catastrophe, sociale celle-là, c'est le sous-développement dont est responsable le système impérialiste mondial.

Vincent GELAS

Communiqué

A l'occasion de la visite officielle en France du président syrien Hafez El Hassad, du 16 au 18 juillet derniers, nous avons reçu le communiqué suivant de la Coordination pour la Démocratie en Syrie. Celui-ci rappelle que la Syrie est une dictature où règne l'état d'urgence et la loi martiale depuis trente-cinq ans, tandis que des milliers de prisonniers politiques, communistes, syndicalistes, démocrates, croupissent encore dans les geôles du pouvoir dont certains depuis près de vingt-huit ans.

« La Coordination réclame :

– l'abolition de l'état d'urgence et de la loi martiale en vigueur depuis trente-cinq ans ;

– la suppression de l'article 8 de la Constitution de 1973 qui érige le Baath en « *parti dirigeant de l'État et de la société* ».

La Coordination rappelle que c'est en raison de l'état d'urgence, de la loi martiale et de la consécration constitutionnelle du parti unique que la situation en Syrie reste marquée par la domination des pouvoirs policiers (al-mokhabarat), la détérioration préoccupante des institutions républicaines, la violation des droits des citoyens et la récession économique.

Certes, le gouvernement a libéré des centaines de prisonniers politiques [...]. Mais 2 000 détenus d'opinion environ, comprenant des Syriens, Palestiniens, Libanais et Jordaniens, restent à ce jour victimes d'incarcérations arbitraires.

C'est donc par respect d'exigences humanitaire, démocratique et nationale que la Coordination demande la libération immédiate de tous les détenus politiques, la suppression du tribunal de la sûreté d'État, l'arrêt des poursuites policières à l'encontre des membres de l'opposition démocratique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, la restitution de leurs droits civils aux anciens prisonniers politiques et le respect du droit à la libre circulation des citoyens. [...] ».

La Coordination pour la Démocratie en Syrie

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE DÉCROCHE LE MONDIAL... DE LA BOURSE

L'hebdomadaire d'affaires américain *Business Week* vient de publier son hit-parade des 1 000 entreprises les plus « riches » du monde – du point de vue de leur valeur boursière.

Comme on pouvait s'y attendre, les entreprises françaises y font un peu figure de parents pauvres puisqu'elles ne sont que 51 en tout à figurer dans ce palmarès, face à 480 entreprises américaines, 116 japonaises et 115 britanniques. Encore que ces chiffres sous-estiment sans doute quelque peu la richesse de la bourgeoisie française, dans la mesure où celle-ci a traditionnellement moins recours aux marchés boursiers pour emprunter les fonds dont elle a besoin que ses rivales anglo-saxonnes et japonaise.

Pourtant, il y a au moins un terrain sur lequel les entreprises françaises brillent particulièrement cette année. Dans le peloton de tête des pays les plus riches, ce sont en effet elles dont les actions ont monté le plus vite au cours de l'année écoulée : 60 %, contre 37 % pour leurs rivales américaines, 39 % pour les anglaises, 42 % pour les allemandes et une perte de 23 % pour les japonaises, due en partie, il est vrai, à la dégringolade du yen.

Encore ce chiffre de 60 % n'est-il qu'une moyenne pour les 51 entreprises françaises de ce palmarès mondial. Certaines d'entre elles ont vu leur valeur boursière augmenter encore bien plus : par exemple, celles de la BNP, d'Alcatel et des AGF ont doublé, celle de Bouygues a presque triplé tandis que celle d'Essilor a plus que quintuplé !

Quoi qu'il en soit, au total, les actionnaires de ces 51 entreprises françaises auront empoché au cours de l'année écoulée près de 1 585 milliards de francs, à peu près le budget annuel de l'État, rien qu'en regardant le cours de leurs actions monter en Bourse et sans même parler des dividendes qu'ils ont touchés ni des gains qu'ils ont pu effectuer par leurs opérations spéculatives !

Bien sûr, ces énormes gains boursiers sont en partie fictifs, dans la mesure où le premier vent de panique sur les marchés boursiers peut les réduire à néant. Mais cela fait quand même des années que dure l'ascension des cours boursiers et qu'actionnaires et grandes entreprises s'enrichissent en transformant peu à peu ces gains fictifs en richesses plus sûres.

Et c'est du haut de cette montagne de profits que le patronat pleure misère à propos des 35 heures, en exigeant des subventions supplémentaires et l'aggravation de l'exploitation ouvrière par le biais de la flexibilité.

LES RETRAITES PRISES DANS LE CERCLE VICIEUX DU CAPITAL

Lors d'une manifestation de défense des retraites (11 février 1996).

Jospin avait annoncé il y a trois mois qu'il allait continuer la réforme des retraites. Pour l'instant, sa méthode consiste à faire faire des études par ses experts. Trois de ces rapports viennent d'être rendus publics. Ils reprennent les mêmes raisonnements, les mêmes solutions que celles préconisées par Rocard, Bérégovoy, Balladur ou Juppé, depuis plusieurs années.

Tous partent de la «constatation» que les cotisations de la population active ne suffiraient plus à financer les retraites des plus âgés et que la situation va s'aggraver.

Mais en fait de «constatation», il s'agit déjà d'un choix, et d'un choix de classe. Car seuls les salariés cotisent pour la retraite de tous. Les actionnaires, financiers et autres profiteurs qui accumulent les richesses produites par les classes laborieuses ne «cotisent», eux, que pour leur propre confort personnel.

Prendre sur ces profits accumulés pour financer la vieillesse de tous procéderait d'un choix que les fameux «experts» ne songent même pas à envisager. Alors, disent-ils aux travailleurs, vous n'avez qu'à faire comme les riches : «*Capitalisez vous-mêmes, si vous voulez avoir une retraite suffisante*».

Voilà, on en revient au «chacun pour soi» car les retraites par capitalisation sont aussi vieilles que le capitalisme. Même gérées collectivement sous la forme de fonds de pension comme dans les pays anglo-saxons, cela revient à mettre les ressources des retraités et des futurs retraités à la merci de la concurrence financière, des aléas de la Bourse, de ses krachs et des prélèvements opérés au passage par les intermédiaires de l'assurance-capitalisation, d'autant plus conséquents que ceux-ci entendent dégager un profit pour leurs propres actionnaires.

Pourtant, c'est ce que propose de faire l'un des experts de Jospin, avec une partie des sommes collectées par les régimes de retraite par répartition, moyennant une cotisation supplémentaire.

Augmenter les cotisations et baisser les retraites, les gouvernements précédents l'ont déjà fait. C'était le but de Balladur lorsqu'en 1993 il a fait passer de 37,5 à 40 années la durée de cotisation nécessaire à une retraite à taux plein et qu'il a changé son mode de calcul dans un sens défavorable. Comme autrefois, les travailleurs qui n'ont jamais gagné assez pour se constituer un petit capital devront repousser le moment d'arrêter de travailler, s'ils en ont la force et si le chômage ne les en empêche pas. Un autre expert de Jospin propose le report de l'âge de la retraite à 65 ans. Que voilà une idée novatrice !

Le chômage et la baisse des revenus du travail représentent un manque de rentrées de cotisations pour les caisses de retraite de répartition, c'est un fait incontestable. Mais la «solution» qui consiste à charger les financiers de gérer les fonds de pension comme ils gèrent tous les capitaux ne peut qu'aggraver encore plus l'impact de l'anarchie capitaliste sur la vie sociale. Et tout cela pour éviter à la «gauche plurielle» d'avoir à s'en prendre aux profits capitalistes.

Nathalie PERRIN

Taxe professionnelle ENCORE UN CADEAU AU PATRONAT

La taxe professionnelle que les entreprises versent aux communes où elles sont implantées va diminuer d'environ 27 milliards de francs sur cinq ans . C'est la principale mesure de fiscalité locale annoncée par le ministre des Finances.

En retirant de la base imposable la part des salaires qui en constitue le tiers, le ministre des Finances Strauss-Kahn prétend avoir la préoccupation de ne pas pénaliser l'emploi. Les patrons ne paieront donc plus de taxe professionnelle sur les salaires. Précisons au passage que, déjà, un cinquième seulement de la masse salariale est imposé aujourd'hui. Mais pour les patrons, c'est encore trop. Alors, d'après le projet, cette charge insupportable à leurs yeux disparaîtra progressivement dans les cinq ans à venir.

Le manque à gagner, pour les collectivités locales, se chiffrera en dizaines de milliards de francs. Au taux moyen actuel de la taxe professionnelle, le trou prévisible est désormais évalué à 65 milliards de francs par an. Qui compensera ? L'État, répond le gouvernement, comme il le fait déjà. En effet, depuis l'instauration de la taxe professionnelle en 1975, l'État a pris en charge au fur et à mesure les divers dégrèvements accordés, qui se montent déjà à plus de 55 milliards par an.

Quant à s'attaquer à l'inégalité des recettes de taxe professionnelle entre les communes, c'est une question de «courage politique», estimait il y a cinq mois le maire PS d'Orléans dans un rapport sur la ville demandé par le gouvernement. Il y appelait à «la mobilisation nationale» pour les quartiers en difficulté. Mais dans la réalité, la solidarité entre les communes reste un vœu pieux. Entre les villes riches et les villes pauvres l'inégalité est considérable. En région parisienne, par exemple, les sociétés ayant leur siège à Neuilly-sur-Seine bénéficient d'un taux de taxe professionnelle de 3 %, alors qu'à Saint-Denis il est de 18 %. En province, les communes périphériques d'une grande ville se livrent souvent une concurrence acharnée pour attirer les entreprises par des taux avantageux, aux dépens des équipements et de la qualité de vie. Il existe pourtant déjà des dispositifs permettant la coopération intercommunale, notamment une taxe professionnelle unique, mais ils sont peu appliqués. Que fera le gouvernement dans le sens d'une réduction des inégalités ? Là, il se montre bien timoré, n'envisageant que des mesures incitatives.

Pourtant, quand il s'agit d'inscrire à la charge du contribuable l'énorme allégement de taxe professionnelle qu'il accorde aux patrons, il sait se montrer autoritaire.

N. P.

Un monde fou, fou, fou

Crazy George's, ces deux magasins qui vendaient de l'électroménager à 120 % au-dessus du prix par le biais de toutes petites mensualités, d'une durée interminable, et qui espéraient faire leur beurre sur la misère des plus pauvres, jette l'éponge. Ses promoteurs trouvent leurs profits insuffisants.

Si cette formule n'est pas au point, la misère reste un marché profitable. La centaine de magasins Cash Converters, qui achète (pour une misère) et revend des objets, voit ses résultats exploser. Car, avec la crise, le chômage et la misère, apparaît toujours l'usurier.

A propos de Crazy George's, il paraîtrait que la direction, pressée de fermer ses magasins, braderait les objets à ceux qui devaient continuer à les payer à crédit... si bien que certains pourraient faire de bonnes affaires.

Y aurait-il parfois une morale au pays du capital ?

RENAULT CONTRÔLÉ POSITIF !

Renault est en pleine forme, vient d'annoncer l'Association des constructeurs européens d'automobiles. Pendant le premier semestre 1998, Renault a vendu près de 17 % de véhicules supplémentaires, comparé au premier semestre 1997. L'entreprise a même augmenté ses parts de marché en Europe occidentale (Union européenne, Suisse et Norvège), passant de 9,4 % à 10,3 % – la meilleure progression parmi les constructeurs d'Europe.

A ce que certains considèrent comme un miracle, il y a évidemment des explications bien matérielles : les coûts de production sont de plus en plus bas. Le temps nécessaire pour monter une R5 en 1980 était de 28 heures. En 1997, il fallait 17 heures pour monter une Twingo et l'objectif pour la nouvelle Clio est de 13 heures.

Alors que la production augmente, le nombre de salariés utilisés à construire les véhicules est toujours plus bas. En 1980, ils étaient 105 000, aujourd'hui ils ne sont plus que 47 000, auxquels il faut ajouter les 9 000 de Renault France Automobile (nouvelle société regroupant un ensemble de filiales).

Renault peut donc aussi s'enorgueillir d'être champion toutes catégories dans la fabrication de chômeurs. La fermeture de l'usine de Vilvorde, l'an dernier, l'a montré.

Dans le même temps, la Bourse a salué à sa façon les performances de l'entreprise. Par rapport au 31 décembre 1997, l'action a progressé de 117 % ! Et la direction annonçait il y a peu qu'elle distribuerait cette année 840 millions de francs en dividendes. Ce petit cadeau aux actionnaires équivaut aux salaires annuels (charges sociales comprises) de plus de 5 000 personnes touchant un salaire net de 8 000 F !

L'envers du décor

L'envers du décor est pour les ouvriers à qui sont imposés le blocage des salaires, les suppressions d'emplois, de postes, la flexibilité des horaires, les cadences et les conditions de travail toujours aggravées.

A Douai, où sont fabriquées les Mégane et les Scénic, les 6 700 travailleurs ont vu leur temps de travail augmenter même si leur temps de présence à l'usine s'est réduit. Nul tour de passe-passe, simplement la réduction des pauses ! A présent les ouvriers ont 15 minutes chaque jour pour manger le long des chaînes.

A Flins, les 7 500 salariés montent la Clio et la Twingo. Depuis la rentrée 1996, ils travaillent une journée avec seulement deux petites pauses. Le temps de repas est rejeté en fin de poste et, de fait, personne ne prend son repas à l'usine puisque les cars partent 20 minutes après la fin du travail posté. Ainsi, un grand nombre de travailleurs, en équipe du matin, se lèvent à 3 h 30 et rentrent chez eux à 14 h 30 sans avoir déjeuné.

Partout, c'est la chasse au centième de minute, pour sortir toujours plus de voitures. Aux Presses, une vieille ligne très peu automatisée fonctionne à plein régime : ceux qui stockent, en bout de ligne, les planchers de Twingo, le font à la main, 15 à 20 tonnes par travailleur et par jour ! Trois accidents se sont produits en moins de 15 jours, dont un très sérieux, dans l'équipe de nuit longue, qui dure 9 h 10.

Les patrons tentent aussi de s'en prendre aux congés d'été. Dans les usines de production et de montage, la direction réduit cette année le temps de fermeture à trois semaines, histoire de gagner une semaine de production.

Voilà ce qui fait chanter d'aise la Bourse et se remplir les coffres des actionnaires : une pression toujours plus insupportable imposée aux travailleurs.

Viviane LAFFONT

À la sortie de Renault-Flins.

À l'usine de Flins (Yvelines)

ON NE NOUS TRANSPORTE PAS, ON NOUS ROULE

Une mauvaise surprise nous attend pour la rentrée des congés d'été : la direction a programmé une hausse du tarif des cars de l'usine, de 5,6 % à 8,7 % selon la longueur du trajet. Cette augmentation est à comparer au 1 % que nous avons eu cette année sur les salaires !

En 8 ans, le prix du transport en car pour le trajet le plus long (par exemple, pour venir de la région d'Evreux) aura presque triplé. À certains, il en coûtera désormais près de 700 F par mois, plus d'un dixième du salaire, pour venir fabriquer des voitures. Même dans les zones les plus proches, comme la commune limitrophe des Mureaux, il faut débourser 300 F par mois, alors que la « carte orange » mensuelle vendue par la SNCF et qui permet d'effectuer dans la zone autant de trajets qu'on veut ne coûte que 259 F !

Nous sommes encore nombreux à utiliser les cars de l'usine pour venir travailler et les réactions scandalisées ne se sont pas fait attendre, d'autant que la direction a aussi supprimé des lignes de cars. Les parcours des lignes restantes ont été rallongés, et, partant, les temps de transport. Sur une ligne venant de Paris, par exemple, en horaire de journée, c'est trois quarts d'heure de temps de transport supplémentaire par jour, près de 3 heures au total. Dans ces conditions, les petits villages bucoliques traversés ont bien moins d'attrait !

La direction entend ainsi réaliser des économies sur les transports collectifs. Les ouvriers qui habitent loin de l'usine sont les premiers visés et, de plus en plus, ceux qui ont une voiture la prennent pour venir travailler ; d'où une fatigue et des frais supplémentaires et, à certaines heures, 10 ou 15 minutes de ronde dans les parkings saturés de l'usine pour y trouver une place.

Reste aux autres à se débrouiller, ou mieux encore, à aller tous ensemble au service des transports pour signifier à la direction notre façon de penser, comme nous l'avons fait récemment sur une ligne de Paris.

Correspondant LO

Inadmissible !

Un travailleur de Peinture, qui a dû subir deux opérations du cœur, a été jugé inapte au travail en Peinture puis envoyé au G pour se retrouver sur un poste soi-disant « adapté ».

En fait de poste adapté, la maîtrise lui a demandé de fournir plus de 500 pièces à l'heure. Il n'a pas pu tenir la cadence, et a donc été renvoyé en Peinture où il a été licencié sans autre forme de procès.

Ces messieurs de la direction qui prennent de telles décisions ne pourraient pas, eux, être opérés du cœur : ils ont un tiroir-caisse à la place…

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de Renault Douai*

Une réponse à faire monter la température

En Fonderie, nous savons tous que dans certains secteurs, la chaleur est intenable, ceci indépendamment de la température extérieure. Pendant les jours de chaleur, c'est pire.

Devant quelques réclamations d'arrêts-chaleur, le chef du personnel a déclaré que seule comptait la règle appliquée pour l'ensemble de l'usine.

Une réponse digne d'un cravaté qui passe sa journée sous un ventilateur.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de Peugeot Sochaux*

LE SPORT PRISONNIER DU CAPITALISME

Cette fois, le départ de la grande boucle a pris un vilain tour. Un soigneur de l'équipe Festina a été pris les mains dans... le flacon, ou plutôt les flacons, près de 400, par des douaniers sur une route secondaire près de la frontière belge. Le départ de l'affaire n'est donc pas un contrôle de sang ou d'urine, qui nous dit-on maintenant ne servent à rien ou presque puisque la plupart des produits utilisés sont aujourd'hui indécelables.

Alors que l'équipe Festina a été la seule écartée de la compétition, de nombreux témoignages, surtout d'ex-coureurs, ex-médecins, ex-jounalistes ou ex-responsables, viennent dénoncer l'hypocrisie de cette affaire : quasiment tout le peloton, disent-ils, serait visé. Les coureurs n'étant que les derniers maillons de toute une chaîne qui les pousse à se doper, et cela ne concernerait pas que le cyclisme mais tous les sports. Pour les plus audacieux, même le football serait touché par la maladie.

Le scandale ayant éclaté, les différentes autorités ont toutes déclaré vouloir lutter contre le dopage, la ministre des Sports et même Chirac qui se montre volontiers ces derniers temps auprès des sportifs. Ces prises de positions ne sont pas nouvelles. Depuis 1965 existe une législation antidopage avec tout un arsenal répressif de disqualifications, d'amendes ou même de peines de prison.

Mais s'agit-il seulement du problème du dopage à des niveaux où les athlètes ne s'appartiennent plus, parce qu'ils ne sont que des instruments au service d'intérêts qui leur font prendre tous les risques pour qu'ils rapportent au maximum, le plus vite possible ? Le sport, et surtout celui de haute compétition, est depuis longtemps une véritable industrie du spectacle avec ses vedettes bien sûr, mais aussi ses fabricants de matériels, ses sponsors, ses journalistes aux aguets, sans parler de ceux qui organisent les paris comme on vient de le voir pendant le dernier Mondial.

Et cette industrie-là, tout comme les autres industries, cherche à brasser des milliards, à faire un maximum de profits quelles que soient les conséquences pour les athlètes concernés, poussés au maximum de leurs capacités physiques et parfois au-delà, dont beaucoup se retrouvent vite au chômage ou tentent de s'en sortir avec des payes de smicards. Oh bien sûr, cette industrie que l'on appelle « sport » a ses grandes vedettes grassement payées. Mais pour un Virenque, un Zidane ou un Ronaldo, combien d'anonymes tentent de s'en sortir sans jamais y parvenir.

Alors, vouloir s'attaquer au seul dopage est un leurre. Le sport est un reflet de bien des maux de notre société et nous les renvoie comme un miroir.

Et pourtant, le sport est certainement une activité importante pour l'homme. Il l'est d'autant plus que, dans notre société, le mode de vie éloigne de plus en plus l'individu de la nature et même de l'effort physique qui est pourtant indispensable. Il fait partie de la joie de vivre, comme l'effort intellectuel, la joie de comprendre.

Mais l'activité physique est devenue dans la société capitaliste une activité enrégimentée, commercialisée, avec sa spécialisation, sa division du travail, sa compétition à outrance.

C'est ce rôle social que joue le sport qui explique qu'il est également pourri par le culte de la vedette adorée et adulée. C'est ce rôle social qui explique que le sport puisse être utilisé au profit du chauvinisme et que certains matchs internationaux deviennent de véritables causes patriotiques.

Aujourd'hui le sport n'échappe ni aux contraintes, ni aux préjugés de la société. Il est devenu une activité en tous points semblable à un autre travail, aussi aliéné et aussi aliénant que celui-ci.

Daniel NECKER

LA VICTOIRE EST POUR EUX

Pourquoi donc Ronaldo, le plus célèbre des joueurs de l'équipe de football brésilienne, a-t-il joué la finale du Mondial, alors qu'il avait eu un malaise quelques heures auparavant ? Après la défaite de son équipe face à la France, match au cours duquel il s'est montré particulièrement absent, la presse s'est abondamment perdue en conjectures.

Peut-être a-t-il simplement cru pouvoir jouer et a raté son match. Mais le médecin de l'équipe brésilienne s'est montré peu clair dans ses explications successives. Et il n'est pas impossible que le président de la Confédération Brésilienne de Football (CBF) ait exigé la présence de Ronaldo sur le terrain, en raison des liens financiers de la CBF avec la firme Nike.

Car la finale France-Brésil en masquait une autre : le match Adidas-Nike. De son côté, Nike a versé 2,5 milliards de francs à la CBF en 1996, pour que la sélection brésilienne fasse sa publicité pendant dix ans. Et Ronaldo est effectivement son poulain : Nike lui verse chaque année la modique somme de 9 millions de francs. Alors si le poulain s'est senti mal précisément le jour de la finale, regardée par plusieurs centaines de millions de téléspectateurs à travers le monde, c'était mal venu. La firme a très bien pu faire pression pour qu'il joue, quitte à handicaper l'équipe, tant le football est le dernier de ses soucis.

Mais l'équipe de France a aussi son parrain. Adidas, avec sa campagne « la victoire est en nous », s'est payé la tête de plusieurs joueurs sur affiches ainsi qu'à la télé. Il a fourni l'équipe en maillots, jusqu'à Chirac et son ridicule numéro 23...

D'ailleurs l'entreprise avait sous-estimé son succès, et n'a pu fournir suffisamment de maillots bleu-blanc-rouge aux magasins pris d'assaut par les supporters.

Si la Coupe du monde a pu satisfaire les amateurs de football, son intérêt essentiel pour les organisateurs, et a fortiori pour les sponsors, réside dans les profits qu'elle génère. Voilà peut-être ce dont Ronaldo et les siens (grassement payés tout de même) ont été victimes à cette finale !

Hervé GORDOT

Gamma

Le triomphe des gladiateurs du football... et de ses sponsors.

Le sport et le mouvement ouvrier

C'est dans les années 1900 que sont apparues en France les premières organisations sportives ouvrières. Face au développement des fédérations sportives bourgeoises, et surtout des associations sportives paternalistes créées par certains patrons dans leur entreprise, le Parti Socialiste créa en 1907 la Fédération sportive athlétique socialiste.

Après la Première Guerre mondiale, les oppositions révolutionnaires qui se développaient dans les fédérations sportives ouvrières, qui avaient versé elles aussi dans le patriotisme, amenèrent lors du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste à la création de l'Internationale rouge des sports.

Les organisations de cette Internationale rouge des sports luttèrent contre l'illusion que le sport est neutre, et aussi contre l'esprit de compétition et le chauvinisme.

L'objectif était d'attirer la jeunesses ouvrière « *grâce au besoin sportif, à sa force d'attraction* » dans le but de « *développer la force physique et de favoriser l'éducation politique et révolutionnaire des ouvriers* ».

Comme on était loin du sport fric et spectacle d'aujourd'hui.

À LA RENCONTRE DES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

Les militants de Lutte Ouvrière, le parti d'Arlette Laguiller, mettent à profit la période d'été pour aller à la rencontre des travailleurs, afin de discuter des problèmes du monde du travail et surtout des moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour donner enfin un coup d'arrêt à la dégradation de leurs conditions de travail programmée par le patronat, aidé par le gouvernement.

Alors qu'aujourd'hui il y a officiellement trois millions de chômeurs et presque autant de travailleurs précaires, sous-payés et surexploités, alors que les conditions de vie et de travail de toute la classe ouvrière ne cessent de se dégrader, il est possible, nécessaire, urgent, de faire reculer le chômage et, pour cela, de prendre les mesures radicales qu'exige la gravité de la situation : il faudrait interdire au patronat de licencier d'un côté tout en percevant, de l'autre, des millions et des millions de subventions de la part du gouvernement.

Le gouvernement actuel, sous prétexte, justement, d'aider les patrons à créer des emplois, n'a pas cessé de piocher dans le budget de l'État, alimenté par les impôts payés par la population laborieuse, pour leur verser des aides, sans aucune contrepartie favorable aux demandeurs d'emplois, aux travailleurs. Il faut que cela cesse ! Il n'y a aucune raison, aucune fatalité, pour que ce soit à la classe ouvrière de faire les sacrifices et pour que les riches deviennent toujours plus riches tandis que le nombre de ceux qui sont privés – et pour beaucoup complètement privés – de moyens de vivre ne cesse de grandir.

Lutte Ouvrière milite pour reconstruire un parti qui soit vraiment au service des intérêts des travailleurs, un parti qui puisse défendre sans aucune compromission une politique communiste, révolutionnaire, dans les entreprises, dans les quartiers, partout où nous sommes présents. C'est de tout cela, de nos objectifs et de cette politique que nous pensons nécessaire à la classe ouvrière, que nous souhaitons débattre partout où nous faisons étape, avec tous ceux qui souhaitent mieux nous connaître, se préoccupent de l'avenir du monde du travail et s'interrogent sur les moyens d'en finir radicalement avec cette catastrophe sociale que représente le chômage.

Venez nous rencontrer ! Venez discuter avec nos militants car ils sont sûrement sur la route de vos vacances !

NORD-PICARDIE

Vendredi 24 juillet : Denain (Nord)
Samedi 25 juillet : Saint-Amand (Nord)

NORD-PAS-DE-CALAIS

Mardi 28 juillet : Bruay-en-Artois (Nord)
Mercredi 29 juillet : Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais)
Jeudi 30 juillet : Arques (Pas-de-Calais)
Vendredi 31 juillet : Bray-Dunes (Nord)
Samedi 1er août : Calais (Pas-de-Calais)
Lundi 3 août : Wissant (Nord)
Mardi 4 août : Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)
Mercredi 5 août : Etaples (Pas-de-Calais)
Jeudi 6 août : Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais)
Vendredi 7 août : Wimereux (Pas-de-Calais)

ETANG DE BERRE (Bouches-du-Rhône)

Vendredi 24 juillet : Chateauneuf-les-Martigues (Bouches-du-Rhône)
Samedi 25 juillet : Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône)

PROVENCE

Lundi 27 juillet : Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)
Mardi 28 juillet : Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)
Mercredi 29 juillet : La Seyne-sur-Mer (Var)
Jeudi 30 juillet : La Seyne-sur-Mer (Var)
Vendredi 31 juillet : Gardanne (Bouches-du-Rhône)
Samedi 1er août : Brignoles (Var)
Lundi 3 août : Saint-Maximin (Var)
Mardi 4 août : La Ciotat (Bouches-du-Rhône)
Mercredi 5 août : Aubagne (Bouches-du-Rhône)
Jeudi 6 août : Marseille – l'Estaque
Vendredi 7 août : Marseille – Cours Julien
Samedi 8 août : Marseille – Plage du Prado

PYRENEES

Vendredi 24 juillet : Tarbes (Hautes-Pyrénées)
Samedi 25 juillet : Vic-en-Bigorre (Hautes-Pyrénées)
Lundi 27 juillet : Pau (Pyrénées-Atlantiques)
Mardi 28 juillet : Pau (Pyrénées-Atlantiques)
Mercredi 29 juillet : Arudy (Pyrénées-Atlantiques)
Jeudi 30 juillet : Oloron-sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques)
Vendredi 31 juillet : Mourenx (Pyrénées-Atlantiques)
Samedi 1er août : Anglet (Pyrénées-Atlantiques)

CHARENTE-MARITIME

Vendredi 24 juillet : Aytre (Charente-Maritime)
Samedi 25 juillet : Le Bois-plage-en-Ré (Charente-Maritime)
Lundi 27 juillet : Les Mathes (Charente-Maritime)
Mardi 28 juillet : Rochefort (Charente-Maritime)
Mercredi 29 juillet : Domino (Ile-d'Oléron)
Jeudi 30 juillet : Niort (Deux-Sèvres)

DROME-ARDECHE

Vendredi 24 juillet : Romans (Drôme)
Samedi 25 juillet : Die (Drôme) et Aubenas (Ardèche)
Lundi 27 juillet : Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche)
Mardi 28 juillet : Montelimar (Drôme)
Mercredi 29 juillet : Crest (Drôme)
Vendredi 31 juillet : La Voulte (Ardèche) et Nyons (Drôme)
Samedi 1er août : Privas (Ardèche)

SAONE-ET-LOIRE

Lundi 27 juillet : Louhans (Saône-et-Loire)
Mardi 28 juillet : Lons-le-Saunier (Jura)
Mercredi 29 juillet : Tournus (Saône-et-Loire)
Jeudi 30 juillet : Macon (Saône-et-Loire)
Vendredi 31 juillet : Gueugnon (Saône-et-Loire)
Samedi 1er août : Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire)
Lundi 3 août : Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire)
Mardi 4 août : Le Creusot (Saône-et-Loire)
Mercredi 5 août : Autun (Saône-et-Loire)
Jeudi 6 août : Chagny (Saône-et-Loire)
Vendredi 7 août : Chalon (Saône-et-Loire)

Samedi 8 août : Chalon (Saône-et-Loire)

BRETAGNE

Vendredi 24 juillet : Quimperle (Finistère)
Samedi 25 juillet : Nevez (Finistère)
Lundi 27 juillet : Saint-Guenole (Finistère)
Mardi 28 juillet : Quimper (Finistère)
Mercredi 29 juillet : Audierne (Finistère)
Jeudi 30 juillet : Chateaulin (Finistère)
Vendredi 31 juillet : Douarnenez (Finistère)
Samedi 1er août : Camaret (Finistère)
Lundi 3 août : Brignogan (Finistère)
Mardi 4 août : Landerneau (Finistère)
Mercredi 5 août : Roscoff (Finistère)
Jeudi 6 août : Morlaix (Finistère)
Vendredi 7 août : Guingamp (Côtes-d'Armor)
Samedi 8 août : Lannion (Côtes-d'Armor)

ROUSSILLON

Lundi 3 août : Collioure (Pyrénées-Orientales)
Mardi 4 août : Argeles-sur-Mer (Pyrénées-Orientales)
Mercredi 5 août : Port-Barcares (Pyrénées-Orientales)
Jeudi 6 août : Gruissan-Port (Aude)
Vendredi 7 août : Perpignan (Pyrénées Orientales)
Samedi 8 août : Leucate-la-Franqui (Aude)

VENDEE

Lundi 3 août : Jard-sur-Mer (Vendée)
Mardi 4 août : Olonne-sur-Mer (Vendée)
Mercredi 5 août : Brem-sur-Mer (Vendée)
Jeudi 6 août : La Roche-sur-Yon (Vendée)
Vendredi 7 août : Saint-Hilaire-de-Riez-Sion (Vendée)
Samedi 8 août : Saint-Jean-de-Monts (Vendée)

VAUCLUSE

Lundi 3 août : Bollene (Vaucluse)
Mardi 4 août : Pont-saint-Esprit (Gard)
Mercredi 5 août : Bagnols-sur-Ceze (Gard)
Jeudi 6 août : Roquemaure (Gard)
Vendredi 7 août : Carpentras (Vaucluse)
Samedi 8 août : Sorgues (Vaucluse)

AQUITAINE

Lundi 3 août : Bayonne (Pyrénées-Atlantiques)
Mardi 4 août : Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques)
Mercredi 5 août : Hendaye (Pyrénées-Atlantiques)
Jeudi 6 août : Tarnos (Landes)
Vendredi 7 août : Capbreton (Landes)
Samedi 8 août : Dax (Landes)

Hôpital de Nantua (Ain)

LA BATAILLE CONTRE LA FERMETURE DE L'HÔPITAL N'EST PAS TERMINÉE !

L'étape de la caravane Haute-Savoie-Ain à Nantua a été marquée par de nombreuses discussions à propos de la fermeture de l'hôpital, fermeture qui est programmée depuis 1993.

Mais, devant la mobilisation d'une bonne partie de la population de cette petite ville de moins de 4 000 habitants, et de l'ensemble de l'agglomération, les autorités ont jusqu'à aujourd'hui reculé.

La plupart des commerçants de la ville ont apposé sur leur vitrine une affichette apportant leur solidarité à la lutte pour le maintien de l'hôpital. Et même certains avec humour, comme ce serrurier qui, devant son magasin, a mis comme enseigne : « Ici, nous faisons toutes les clés sauf celles pour fermer l'hôpital ».

Reprenant les mêmes arguments que ceux qui ont été utilisés à Bitche en Moselle et à Pithiviers dans le Loiret, Pélissier, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation en Rhône-Alpes, nommé en septembre 1996 par le gouvernement Juppé, et toujours en place, n'hésite pas à dire que les projets de restructuration se font au nom de « la qualité et de la sécurité ».

De fait, ces hauts fonctionnaires sont nommés pour réorganiser les hôpitaux comme ils ont appris à le faire pour n'importe quelle entreprise privée. Leur conclusion, c'est de vouloir supprimer la maternité et la chirurgie à Nantua, mais y regrouper la gériatrie. Les manifestants contre la fermeture de l'hôpital ont bien résumé le projet en criant « *Non aux accouchements dans les voitures* ».

Début juillet, les autorités viennent de donner un nouveau sursis d'un an. Mais elles créent un climat tel que si elles voulaient tout faire pour fermer l'hôpital, elles ne s'y prendraient pas autrement. Ainsi dans cet hôpital qui emploie 220 personnes plus une quinzaine de médecins, peu de nouveaux sont volontaires pour aller travailler dans un centre menacé de fermeture.

En tout cas, l'ensemble de la population de la région a bien compris que l'affaire n'était pas terminée et une nouvelle manifestation se prépare pour l'automne.

Lutte Ouvrière – Directeur de publication : Michel Rodinson – Commission paritaire n° 64-995